

Paroles d'invisibles : regards sur le droit à la ville à Maputo

Karine Ginisty et Serge Weber



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/echogeo/13454>

DOI : [10.4000/echogeo.13454](https://doi.org/10.4000/echogeo.13454)

ISSN : 1963-1197

Éditeur

Pôle de recherche pour l'organisation et la diffusion de l'information géographique (CNRS UMR 8586)

Référence électronique

Karine Ginisty et Serge Weber, « Paroles d'invisibles : regards sur le droit à la ville à Maputo », *EchoGéo* [En ligne], 24 | 2013, mis en ligne le 10 juillet 2013, consulté le 11 août 2021. URL : <http://journals.openedition.org/echogeo/13454> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/echogeo.13454>

Ce document a été généré automatiquement le 11 août 2021.

EchoGéo est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International (CC BY-NC-ND)

Paroles d'invisibles : regards sur le droit à la ville à Maputo

Karine Ginisty et Serge Weber

- 1 Entretien avec Karine Ginisty autour de l'ouvrage de Jeanne Vivet, *Déplacés de guerre dans la ville. La citadinisation des deslocados à Maputo (Mozambique)*, Paris, Karthala, 2012, 366 p.
- 2 - Serge Weber (SW). Quelle est la principale originalité de ce travail selon vous ?
- 3 - Karine Ginisty (KG). Le travail de Jeanne Vivet a reposé sur la mise en visibilité des trajectoires de vie des *deslocados* qui choisirent Maputo pour refuge durant la guerre civile (1976-1992) et qui s'y maintinrent une fois le conflit achevé. À Maputo, choisir les *deslocados* pour objet de recherches était en soi original : les *deslocados* n'ont pas été recensés en dehors des centres d'accueil et d'assistance humanitaires qui étaient, dans leur majeure partie, localisés dans les zones frontalières et les zones rurales. L'auteur décrit bien dans la première partie de sa thèse les différents acteurs de la catégorisation des *deslocados* au Mozambique (HCR/ONU, État mozambicain, autorités urbaines) et les enjeux ayant concouru à leur invisibilité à l'échelle de la ville. Pour des raisons politiques, les *deslocados* n'ont été ni comptabilisés, ni cartographiés, ni été pris en charge par les autorités urbaines à Maputo. À l'absence de catégorisation par le haut s'ajoutait le défaut de catégorisation par le bas. Les pratiques politiques des cadres du Frelimo, qu'elle détaille dans le chapitre 5 « Arriver en ville et trouver une place : l'accueil des déplacés ? », incitèrent les *deslocados* à dissimuler leur motif d'arrivée en ville. Ils se présentèrent souvent auprès des autorités locales en tant que « visiteurs », venus temporairement voir les membres de leur famille installée à Maputo. Les ressources nécessaires au maintien des *deslocados* en ville n'ont jamais été déterminées par leur capacité à se constituer en collectif, en vue d'une meilleure reconnaissance publique, bien au contraire ! Près de 15 ans après la fin du conflit, Jeanne Vivet s'est donc lancée à la recherche de ces invisibles, dont la présence fut présentée comme temporaire par les autorités publiques de l'époque !
- 4 Ce travail expose donc une autre histoire des *deslocados* que celle avancée par le Frelimo dans la seconde moitié des années 1980 (voir le chapitre 6 « Les *deslocados* à Maputo : la

fin d'un ordre urbain ? »). Dans cette histoire, ils n'apparaissent plus comme les acteurs d'un « désordre urbain », responsables de la hausse de la criminalité et de l'informalisation du processus d'urbanisation ; dans cette histoire, ils ne sont plus ces « citadins de seconde zone » figés dans leurs valeurs et leurs pratiques sociales des sociétés rurales du sud du Mozambique.

- 5 - SW. En quoi ce phénomène des *deslocados* est-il un cas d'urbanité à part ?
- 6 - KG. L'histoire urbaine des *deslocados* est-elle à part ? Serait-elle seulement l'histoire d'un groupe dans la ville ? Je crois que Jeanne Vivet dresse, à travers l'étude des *deslocados*, une histoire urbaine de Maputo, et non celle d'un groupe. Sur le terrain, elle a repris la catégorie *deslocados* pour mener ses entretiens qualitatifs, mais elle l'a ensuite dépassée en imbriquant les trajectoires citadines des *deslocados* au processus d'urbanisation de Maputo. Son projet de recherches visait à remettre en question la catégorisation de ces migrants en ville sur le seul critère du déplacement forcé. Le chapitre 7 « 'Etre chez soi' et habiter la ville : des territorialisations plurielles » interroge explicitement les spécificités du processus de citadinisation de ces migrants. Le caractère contraint, précipité et violent de la migration a-t-il influé sur la capacité de ces migrants à devenir des citadins ? Les trajectoires économiques et sociales des *deslocados*, comme leurs inscriptions territoriales, légitimèrent-elles la permanence de leur catégorisation par les autorités urbaines ? Pour répondre à ces questions, elle a constitué deux groupes de citadins lors de son travail d'entretiens qualitatifs. L'un était constitué de *deslocados*, l'autre de migrants « économiques » venus à Maputo à la recherche de meilleures conditions de vie.
- 7 Que les *deslocados* exprimèrent ou non le désir de rentrer dans leur localité rurale, qu'ils crurent ou non au caractère bref de leur séjour en ville, l'ensemble des parcours retracés témoignent tous de processus de citadinisation, qui font référence à une appropriation des modes d'être en ville et à une participation à la production de l'espace urbain. Le processus de citadinisation des *deslocados* s'est certes révélé pluriel et non linéaire. Certains ne parlaient pas du tout le portugais et demeurèrent effrayés des semaines à l'idée de sortir du foyer familial, quand d'autres connaissaient déjà Maputo, parlaient portugais et réussirent rapidement à trouver du travail à l'aide de leurs réseaux sociaux élargis. Quoi qu'il en soit, le processus de citadinisation des *deslocados* semble s'être construit tout d'abord à l'échelle familiale : plus de 90 % d'entre eux s'installèrent chez des membres de leur famille à leur arrivée et purent compter sur leur aide pour acquérir les compétences citadines nécessaires à l'émancipation du foyer familial, ce qui pose la question de la possibilité de rester en ville pour ceux qui n'avaient aucune famille ...
- 8 Les *deslocados* commencèrent donc généralement leur parcours de citadin au sein de leur famille et devinrent autonomes lorsqu'ils obtinrent une parcelle de terre afin de construire une maison. S'ils s'installèrent pour beaucoup dans des zones non constructibles, leur distribution spatiale demeura dispersée à l'échelle de la ville. Les concentrations identifiées par Jeanne Vivet à une échelle très fine – quelques *quarteiroes* à Urbanizaçao et Polana Caniço A par exemple – ne furent jamais celles de ghettos, d'espaces ségrégués. Bien au contraire, une fois urbanisés, ces espaces sont devenus attractifs et ont été investis par des citadins souhaitant être proche du centre-ville. La singularité de leur parcours urbain renvoie plutôt à la stigmatisation de leur présence par les autorités locales. Accusés d'être responsables des maux urbains de la

fin des années 1980, ils furent plutôt les témoins privilégiés des transformations urbaines en cours ...

- 9 - S.W. Quel rôle a joué le contrôle politique et le rapport au pouvoir dans l'accès à la ville ?
- 10 - K.G. Le traitement des *deslocados* à leur arrivée en ville exprimait les contradictions idéologiques du Frelimo vis-à-vis du fait urbain. À l'image de Maria, dont le portrait ouvre le chapitre 5, de nombreux mozambicains accédèrent à un logement dans le centre-ville, avec peu de moyens financiers. La nationalisation de la terre et la mise en place d'un parc de logements locatifs public ont représenté le fer de lance de la transformation socialiste de la ville. À l'indépendance, la défense par le Frelimo d'un droit au logement s'est accompagnée d'une série de mesures favorisant de manière générale l'accès à la ville (subventions des services publics, aides alimentaires). Derrière l'égalitarisme promu dans l'accès aux ressources urbaines, le Frelimo nourrissait une idéologie anti-urbaine. Les *deslocados* comme les autres citoyens furent à de nombreuses reprises, au cours des années 1980, suspectés d'être des « improductifs », des « parasites » profitant de la révolution socialiste, quand ils n'étaient tout simplement pas désignés comme des « ennemis intérieurs ». À l'indépendance, à une échelle fine du quartier, un système de contrôle politique a été mis en place. Il servit, entre autres, à identifier les dissidents politiques et encadrer l'urbanisation. Dans cette dernière optique, ce système entrava le parcours de certains *deslocados* en ville. Les cadres locaux du Parti avaient le pouvoir de refuser la résidence d'un *deslocado* chez un membre de sa famille, la distribution d'une parcelle ou de documents administratifs donnant droit à des ressources urbaines. L'accès à la ville s'avère donc complexe à définir au sein de la ville socialiste. Le droit à la ville des *deslocados* s'appuyait sur les mesures progressistes citées précédemment, tout en étant, dans le même temps, remis en question par les pratiques politiques locales.
- 11 - S.W. Les spoliations ont-elles été importantes dans les campagnes qu'ils ont quittées ? Ont-elles déterminé le choix de rester à Maputo après la fin du conflit ?
- 12 - K.G. Cette question est délicate. Dans le chapitre 4 « Terreur et déterritorialisation : des parcours chaotiques », Jeanne Vivet analyse le processus de déterritorialisation des *deslocados*, qui désigne pour ces derniers la perte de sens du territoire co-construit à l'échelle de la famille, du village. Elle retrace l'impossibilité des individus d'y évoluer, de s'y projeter malgré les tentatives de maintenir une présence physique, même en pointillée. Dans ce processus, il s'agit plus de destructions et de pertes que de spoliations à proprement parler : près de 40% des *deslocados* interrogés ont vu leur maison détruite, incendiée le plus souvent. Cependant, les récits de vie invitent à nuancer le poids de la perte de biens matériels dans la prise de décision de quitter son village. Nombreux sont ceux qui ont survécu des mois, voire des années, cachés en « brousse », après avoir perdu leurs biens, dont leur maison. Ils avaient fait le choix de rester, soutenus par l'espoir que la guerre allait prendre fin. Cependant, la perte symbolique et soudaine des repères de l'espace vécu, des marques matérielles de ce qui a été accompli et traversé par un groupe social détermina le « point de non-retour » décrit par de nombreux *deslocados*. Le traumatisme psychologique des attaques de la RENAMO - actes de barbarie, enrôlement de force de proches, perte de vue durant des jours, voire des années de ses enfants ou de ses parents - précipita la perte de sens du territoire et du maintien de sa présence. La déterritorialisation ne semble donc pas clairement corrélée au degré de perte matérielle, même si il ne faut pas minorer cet

aspect. Le pillage des villages orchestré par la RENAMO a profondément déstructuré les réseaux économiques et sociaux dans les campagnes.

- 13 Dans ce contexte, la décision du retour outrepassait la simple question financière pour de nombreux *deslocados*. Dans le chapitre 8 « Le retour : la fin logique d'un exil ? », l'auteur poursuit sa réflexion sur les temporalités de la citadinisation. Choisir de rester en ville est-il la preuve d'une citadinisation réussie quand la possibilité de « regressar » [retourner] s'est évanouie, que l'espace retrouvé provoque le sentiment d'être étranger ? Elle dessine donc dans ce chapitre différentes trajectoires post-conflit permettant de dépasser l'idée que le choix de rester en ville témoigne d'un attachement fort à la vie citadine et, inversement, que le choix du retour signifie l'échec du parcours en ville.
- 14 - S.W. Vous avez accompli toutes les deux une grande partie de vos terrains ensemble, quelles ont été vos approches, communes ou différenciées ?
- 15 - K.G. Si nous avons mené nos recherches séparément, nos démarches de recherches ont souvent été guidées par un même sentiment, celui que nous donnions la parole pour la première fois à un certain nombre de citoyens sur des sujets qui ont pourtant trait à la mémoire collective. Les récits de guerre pour Jeanne Vivet ou, me concernant, les récits de l'expérience de l'injustice sociale en ville ont été centraux dans la construction de nos méthodologies de recherches. Dans une société marquée par plusieurs décennies d'autoritarisme politique, colonial comme post-colonial, les citoyens ont rarement investi les espaces de débat public, soutenant l'expression et la mobilisation collective. Au chercheur étranger ne s'offre souvent qu'une seule version de l'histoire, qu'un seul regard sur la production de l'espace urbain à Maputo, celui validé et véhiculé par les pouvoirs publics. Dans ce sens, nous avons été animées par la même démarche : rendre visible ces citoyens, leur redonner une place dans la production post-coloniale de la ville au Mozambique.
-

AUTEURS

KARINE GINISTY

Karine Ginisty, k.ginisty@gmail.com, est doctorante en géographie à l'Université Paris-Ouest-Nanterre-la-Défense sous la direction de Philippe Gervais-Lambony, et ATER à l'Université Paris-Est Marne-la-Vallée. Le sujet de sa thèse porte sur : justice sociale, développement et services urbains à Maputo.

SERGE WEBER

Serge Weber, serge.weber@gmail.com, est Maître de conférences à l'Université Paris Est Marne-la-vallée.